

## **MANIFESTATION du 4 novembre à Luxembourg**

**« Gaza : cessez-le-feu maintenant ! »**

Interventions de Claude Grégoire

### **1. Bienvenue. Pourquoi nous sommes là**

Si nous sommes ici aussi nombreux ce n'est pas dans une démarche partisane dirigée contre le peuple israélien

Pour demander cessez-le feu immédiat et faire arrêter les massacres et la terreur sur Gaza et sa population

Nous sommes ici pour rappeler que la Charte des Droits de l'Homme est universelle

Pour rappeler le droit de tout être à la vie, à la sécurité, à l'égalité, aux droits humains et à la dignité.

Nous le disons depuis fort longtemps aux gouvernements israéliens, nous le disons haut et fort à ceux qui sont censés nous représenter dans l'UE car ils sont en train de nous transformer tous en complices de crimes de guerre.

Présence des nombreux drapeaux palestiniens : pour rappeler le droit international, les résolutions des Nations-Unies et le droit du peuple palestinien à son Etat en Cisjordanie, à Gaza et à Jérusalem-Est. C'est l'enjeu de ce qui est en train de se passer !

### **2. Cela se passe en ce moment à Gaza**

Les dernier chiffres de *Democracy Now* – chaîne d'information digne de confiance :

9200 morts dont + 3800 enfants. Un enfant est tué toutes les 10 minutes.

Pour plus de 20 000 blessés, dont un tiers d'enfants, ce sont des mutilations, des brûlures, des handicaps avec lesquels il leur faudra vivre. Et pour tous les survivants, ce sont les traumatismes.

1,4 millions de déplacés. + de 500 000 personnes ont cherché refuge dans les abris de l'ONU (UNWRA) complètement surpeuplés - 1 toilette pour 600 personnes - abris qui sont bombardés aussi

Des blocs d'immeubles entiers pulvérisés avec des gens en vie sous les décombres qu'on ne peut pas sauver. 183 000 maisons endommagés, 221 écoles bombardées (chiffres ONU)

Les hôpitaux surpeuplés sont aussi ciblés, de même les ambulances, frappes confirmées par l'armée israélienne. Un tiers des hôpitaux ont dû interrompre leur activité, les chirurgiens opèrent parfois sans anesthésie.

Un siège total a été imposé, avec blocus de l'électricité, du carburant, de la nourriture et des médicaments, tandis que la plupart des stations de pompage ne fonctionnent plus, ne permettant plus l'accès à l'eau potable.

C'est ce que les dirigeants européens appellent une « catastrophe humanitaire », mais un nombre croissant d'organisations et de + en + de voix onusiennes voient le spectre d'un génocide

Chaque guerre est aussi une guerre d'images : 36 journalistes tués. Le bureau de l'Agence France Presse et l'Institut français de Gaza ont été frappés. Nous avons en mémoire l'assassinat de la journaliste d'Al Jazeera et la destruction de l'immeuble abritant les locaux de la chaîne qatarie et de l'agence de presse us américaine Associated Press

*Et Israël profite de la situation aussi pour renforcer son contrôle sur la Cisjordanie*  
...

### 3. Propagande de guerre (un mot personnel)

Nous étions plusieurs à camper jour et nuit sur cette Place Clairefontaine à plusieurs en juillet 1995, pour protester contre le laisser-faire des dirigeants européens. C'était le jour où la population de Srebrenica avait cherché refuge sous protection internationale. Or ils furent abandonnés par les soldats onusiens néerlandais à leurs bourreaux, 8000 bosniaques exécutés, ensevelis dans des fosses communes ... Des experts onusiens considèrent que ce fut un **génocide** appartenant à une vaste campagne de « nettoyage ethnique » en Bosnie jadis multiculturelle ....

*Et aujourd'hui ?*

### 4. Complicité de l'UE

Le traité de Lisbonne avait précisé les valeurs de l'Union européenne : *respect de la dignité humaine, liberté, démocratie, égalité, État de droit, respect des droits de l'homme*. Aujourd'hui nous cherchons désespérément ces valeurs.

Quand la Présidente de la Commission Ursula von der Leyen va en Israël pour se faire briefer par l'armée et exprimer son soutien inconditionnel à Israël, alors qu'au même moment cet Etat affame, assoiffe, bombarde une population civile dans une prison à ciel ouvert ... c'est donner carte blanche à un Etat occupant de continuer ses crimes.

Quand – au moment où l'Assemblée générale des N-U exige un cessez-le-feu immédiat – le Conseil des ministres de l'UE n'arrive pas à s'accorder sur la nécessité d'un cessez-le-feu pour protéger la population ... c'est donner carte blanche à un Etat occupant de continuer ses crimes.

C'est ce qu'on appelle complicité avec crimes de guerre.

Alors que pendant toutes ces années l'UE n'a pas fait grand-chose, au-delà de déclarations et de soutien financier, pour éviter la catastrophe annoncée.

L'alignement de l'UE sur les USA et Israël est d'autant plus grave que les dirigeants EU savent exactement que le gouvernement israélien en place est encore plus brutal

que tous les gouvernements d'avant, que c'est un gouvernement colonialiste, raciste, à maints égards, fasciste. Ils connaissent ses propos violents, racistes, déshumanisants. Ils connaissent ses actes, les crimes commis sont très bien documentés depuis longtemps.

Deux exemples de propos parmi beaucoup d'autres :

Netanyahu dans allocution le 8 octobre : „Je dis aux habitants de Gaza: disparaissent de là. Gaza est la ville du Mal”. Le général de l'armée Giora Eiland dit le 15 octobre dans une interview au *New York Times*: “Gaza deviendra un endroit où plus aucun humain ne pourra vivre”

Il n'y eut aucune réaction européenne à ce langage génocidaire.

Ils savent, nos dirigeants, que l'actuel ministre Ben Gvir fait du colon qui a assassiné vingt-neuf fidèles priant au tombeau des Patriarches à Hébron un héros. Ils savent que le ministre, Smotrich, se définit lui-même avec fierté comme “fasciste homophobe”

Aujourd'hui l'UE est isolée dans le monde, isolée des pays du Sud global qui dénoncent les 2 poids 2 mesures quant à la valeur d'une vie humaine. Les 2 poids 2 mesures aussi quand l'UE sanctionne l'occupation de l'Ukraine et continue à livrer des armes, tout en soutenant de manière inconditionnelle et en armant l'Etat occupant en Israël- Palestine. Rappelons que l'Etat de Palestine est reconnu par 138 sur 193 Etats dans le monde. ( Et le Luxembourg aussi devrait l'aurait reconnu s'il avait suivi la volonté des représentants du peuple.)

Nous dénonçons les doubles standards des dirigeants EU et leur vision profondément raciste de la valeur d'une vie humaine. Y aura-t-il un jour un dirigeant européen pour dire stop à Israël ?

## 5. Mot de la fin

Depuis 75 ans le peuple palestinien lutte pour ses droits les plus élémentaires : ses droits nationaux, ses droits humains. Il a droit à notre solidarité et à notre soutien. Car tout être humain a le droit de vivre sur sa terre dans la paix et dans la dignité. Les Palestiniens aussi.

L'urgence du moment est celle d'un **cessez-le feu immédiat**. Comme le demandent le secrétaire général des Nations Unies, le pape, la grande majorité des pays du monde, les millions de citoyens de par le monde, des pétitions aussi online (Avaaz, Amnesty ...)

Neuf Rapporteurs spéciaux des Nations unies en charge des droits humains parlent d'un « risque de génocide du peuple palestinien ». Pour la Directrice régionale de l'Unicef pour le Moyen Orient et l'Afrique du nord, « la situation dans la bande de Gaza entache de plus en plus notre conscience collective ». Quant au Secrétaire général des Nations unies, il affirme : « Nous sommes à un moment de vérité. L'histoire nous jugera ».

Gaza est en train de se transformer en un charnier, évitons que cette bande de terre ne devienne aussi le cimetière du droit international.

Il y a besoin d'enquêtes internationales indépendantes sur les crimes de guerre perpétrés par toutes les parties afin de mettre un terme à l'impunité qui dure depuis trop longtemps et qui continue d'alimenter les atrocités.

Le statu quo d'avant n'est pas une option. Il est plus urgent que jamais de traiter les causes profondes de ce conflit en mettant fin à l'occupation et à la colonisation, en démantelant le système israélien d'apartheid imposé à la population palestinienne, en créant un Etat palestinien connecté en Cisjordanie, Gaza et à Jérusalem Est en accord avec le droit international.